

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - 3ÈMES AFFECTATIONS 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 : Fiches projets Zéro déchet et économie circulaire	11
Annexe 2 : Fiches projets Île-de-France Propre	44
Annexe 3 : Fiche-projet Tête de Réseau	53
Annexe 4 : Réaffectations	56

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin de mettre le cap sur une Île-de-France propre, zéro déchet et circulaire en accompagnant l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale Économie Circulaire (SREC), adoptés par délibérations n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 et n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020, ce rapport mobilise un montant global de 1 758 940,97 €.

1. Affectation de subventions

1.1 Au titre du dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

Il est proposé de participer, en **investissement**, au financement de **15 opérations** pour un montant de **1 548 960 €** d'autorisations de programme, réparties comme suit :

- **5 opérations** pour généraliser le tri à la source des **biodéchets** ;
- **5 opérations** pour développer la **tarification incitative**, **améliorer le tri et le recyclage des déchets ou incorporer des matières recyclées** ;
- **5 opérations** pour développer de l'offre de **réemploi, de reconditionnement et de réparation** pour les franciliens dont 1 opération sur les **équipements électriques et électroniques**.

De plus, il est proposé de participer, en **fonctionnement** au financement de **1 opération** visant à accompagner des changements de pratiques et à accélérer la structuration des filières biodéchets pour **25 000 €** d'autorisations d'engagement.

1.2 Au titre de la mise en œuvre du plan « Île-de-France propre »

Pour lutter contre les dépôts sauvages, il est proposé de participer en **investissement** à **4 opérations** pour un montant de **134 450 €** d'autorisations de programme réparties comme suit :

- **3 projets territoriaux** de lutte contre les dépôts sauvages (Draveil (91), Dampmart (77) et Chilly-Mazarin (91)), pour un montant de **34 450 €** au titre du dispositif « Fonds propreté ».
- **1 création de déchèterie-ressourcerie** à Fontenay-sous-Bois (94) pour un montant de **100 000 €** afin de renforcer le maillage territorial, de proposer une offre de gestion pour les différents flux de déchets et ainsi de limiter les dépôts sauvages.

1.3 Au titre du dispositif de soutien des structures dans le domaine de l'environnement

Il est proposé de participer au financement des actions portées par l'association Ekopolis pour un montant de **30 000 €** d'autorisations d'engagement pour accompagner le secteur du bâtiment et de l'aménagement dans sa transition vers l'économie circulaire 2025/2026.

2. Réaffectations

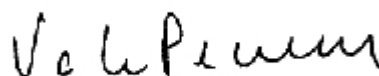
À la suite des erreurs matérielles, non imputables aux bénéficiaires, il convient de réaffecter **20 530,97 €** d'autorisations d'engagement pour les **2 opérations** suivantes :

- **GIP Maximilien** correspondant au solde restant de **530,97 €** de la subvention n°20013504 attribuée initialement par délibération n° CP 2020-508 du 18 novembre 2020.
- **Cluster Eau Milieux Sols** correspondant à la subvention n°23000020 attribuée initialement par délibération n° CP 2023-004 du 25 janvier 2023, soit **20 000 €**.

Il convient de transférer en autorisations d'engagement un montant de 20 000 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 (72002) « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200203 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », vers le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 (72002) « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 572002032 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - 3ÈMES AFFECTATIONS 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié par les règlements (UE) 2017/1084, (UE) 2020/972, (UE) 2021/1237, et (UE) 2023/1315 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 portant sur le cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif « Région Île-de-France propre » et à la mise en œuvre du fonds propreté ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6^{ème} rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1^{er} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-500 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets : 6^{èmes} affectations pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CP 2020-167 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets : 4^{èmes} affectations pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CP 2020-508 du 18 novembre 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets - 7^{ème} affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2022-244 du 7 juillet 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 4^{èmes} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-386 du 10 novembre 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - dernières affectations 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-004 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - premières affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-161 du 1^{er} juin 2023 relative aux politiques régionales climat-air - énergie, économie circulaire et BPE troisièmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-181 du 5 juillet 2023 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - quatrièmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2025-059 du 27 mars 2025 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 1^{ères} affectations 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-128 du 19 juin 2025 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 2^{èmes} affectations 2025 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-207 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-

France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **15 subventions** en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **1 548 960 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2024-175 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **1 548 960 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Zéro déchet et économie circulaire** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de **1 subvention** de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **25 000 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2024-175 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **25 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200203 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 3 :

Décide de participer, au titre de la mise en œuvre du plan « **Île-de-France propre** », au financement des opérations détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de **4 subventions** en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **134 450 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2024-175 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **134 450 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Soutien aux structures dans le secteur de l'environnement** », au financement de l'opération détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **30 000 €**.

Subordonne l'attribution de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type « Tête de réseau » approuvée par délibération n° CP 2018-555 du 21 novembre 2018 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2025.

Article 5 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée au GIP Maximilien, d'un montant de **530,97 €**.

Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n°**25003864** telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **530,97 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 (172002) « Economie circulaire, Fonds propreté et déchets », action 17200203 « Economie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 6 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée au Cluster Eau Milieux Sols, d'un montant de **20 000 €**.

Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n°23000020 telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **20 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme RE 7213-002 (572002) « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 572002032 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 7 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets Zéro déchet et économie circulaire

DOSSIER N° EX093987 - Biodéchets – Généralisation de la pratique du compostage de proximité sur 12 communes de la CA de Saint-Quentin-en-Yvelines (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041581-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	731 690,00 € HT	15,00 %	109 753,00 €
Montant total de la subvention			109 753,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78192 TRAPPES

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Jean-Michel FOURGOUS, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY), située dans les Yvelines, est composée de 12 communes soit 228 139 habitants. Elle exerce la compétence « collecte des déchets ».

La Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a réalisé une étude de faisabilité du déploiement de solutions de tri à la source des biodéchets. Cette étude a permis de constater que 46 % des Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) sont constituées de biodéchets.

A la suite de ce diagnostic la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines a décidé de déployer une stratégie basée sur le compostage de proximité (individuel et partagé).

Actuellement la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines possède 47 sites de compostage partagé sur son territoire et 14 % des ménages en habitat individuels sont dotés d'un composteur individuel.

La Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines s'est fixé comme objectifs :

- de généraliser la pratique du compostage individuel à tous les usagers en maisons ayant l'espace nécessaire pour composter en passant d'un taux de participation de 10 % à 60 % ;
- près de 8 700 composteurs vont être distribués (300L et 600L) sur la base du volontariat (soit 2 000 par an) d'ici 2028 ;
- de poursuivre le déploiement de sites de compostage partagé via la création de 868 sites supplémentaires (composteurs de 700L à 900L) par rapport à 2022 (il sera nécessaire de déployer 280 sites chaque année) ;

- en complément des investissements, et afin d'assurer le bon déploiement de l'opération, la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines prévoit des moyens dédiés (encadrement, animation, maître-composteur, brigade du compost, communication) dont notamment ;
- le recrutement de 3 personnes à plein temps supplémentaires pour la mise en place en 2026 (communication et prévention) puis 4 en 2028.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'achat de différents modèles de composteurs (6 700 composteurs individuels, 690 composteurs collectifs) et de panneaux signalétiques (850 exemplaires).

Ce projet s'inscrit dans le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD) et la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et contribue à l'objectif régional d'atteindre d'un taux de valorisation matière et organique des Déchets Non Dangereux Non Inertes (DNDNI) de 60 % en 2025 et 65 % en 2031 et de réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés à l'horizon 2025 par rapport à 2010.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les équipements (abri-bacs, pavillons, composteurs), documents et panneaux de communication ;
- informer par courrier du soutien de la Région les foyers bénéficiaires des composteurs, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration des sites et pavillon de compostage partagés ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération comme la quantité de biodéchets évités ou valorisés et un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire – mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique - 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs individuels et collectifs	713 194,00	97,47%
Panneaux signalétiques	18 496,00	2,53%
Total	731 690,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	109 753,00	15,00%
Fonds Vert (prévisionnel)	511 430,00	69,90%
Fonds propres	110 507,00	15,10%
Total	731 690,00	100,00%

DOSSIER N° EX093991 - Biodéchets – Généralisation du tri à la source des biodéchets sur 71 communes du Vexin (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	191 495,00 € HT	30,00 %	57 449,00 €
Montant total de la subvention			57 449,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE RAMASSAGE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DU VEXIN

Adresse administrative : 8 CHEMIN DE VERNON
95450 VIGNY

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur BRAHIM MOHA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 4 mars 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour répondre aux obligations légales de la loi AGECE, Il est nécessaire de proposer au plus vite une solution de tri à la source et d'accompagner son développement rapidement sur le territoire.

Description :

Le SMIRTOM du Vexin (Syndicat Mixte de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères) regroupe 71 communes du Val-d'Oise, réparties sur 3 communautés de communes : la Communauté de Communes Vexin Centre, la Communauté de Communes Vexin Val de Seine et la Communauté de Communes Sausseron-Impressionnistes, soit 55 000 habitants. Le Syndicat exerce les compétences collecte et traitement des déchets.

Le syndicat a mené une étude de faisabilité pour la mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets sur son territoire.

Il en ressort que 75 % de la population est en habitat individuel et pourrait donc gérer ses biodéchets via l'utilisation de composteurs individuels.

Pour les 25 % de foyers restants, l'étude indique que la meilleure solution est l'apport volontaire : soit via une collecte en abri-bacs, soit via des composteurs collectifs.

À la suite de cette étude le syndicat a décidé de mettre en place une stratégie visant à doter en composteur individuel les ménages en pavillon et de mettre en place une collecte en Points d'Apports Volontaire (PAV) pour les ménages en habitat collectif.

À fin 2027, la fourniture de composteurs individuels combinée à la mise en place de PAV sur l'ensemble du territoire permettrait de détourner jusqu'à 700 tonnes de biodéchets des Ordures Ménagères Résiduelles (OMr) par an.

Le syndicat souhaite donc mettre en place d'ici fin 2027, 1 500 composteurs individuels, 130 abris-bacs pour répondre à l'obligation de généralisation du tri à la source des biodéchets sur son territoire.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'achat de différents modèles de composteurs et d'abris-bacs dédiés aux biodéchets.

Ce projet s'inscrit dans le Plan Régional de Prévention et Gestion des Déchets (PRPGD) et la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les équipements (abri-bacs, composteurs), documents et panneaux de communication, informer par courrier du soutien de la Région les foyers bénéficiaires des composteurs, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration des sites et pavillon de compostage partagés ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération comme la quantité de biodéchets évités ou valorisés et un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire – mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique - 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs individuels	57 595,00	30,08%
Abris-bacs	133 900,00	69,92%
Total	191 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	57 449,00	30,00%
Fonds propres	134 046,00	70,00%
Total	191 495,00	100,00%

DOSSIER N° EX094250 - Biodéchets : Création d'une végétrie, zone d'apport pour la valorisation des déchets verts à Gouaix (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	258 554,00 € HT	30,00 %	71 152,00 €
	Montant total de la subvention		71 152,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMETOM GEEODE SYND MIXTE EST
SEINE MARNE TRAIT ORDURE
MENAGERES

Adresse administrative : 2 RUE AMBROISE CROIZAT
77370 NANGIS

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur ERIC JEUNEMAITRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le SMETOM doit mettre en œuvre la végétrie dès que possible afin de désaturer ses déchèteries et ainsi pouvoir prendre en charge les nouvelles filières REP.

Description :

Le SMETOM GEEODE (Syndicat Mixte de l'Est seine-et-marnais pour le Traitement des Ordures Ménagères, Gestion Economique et Ecologique des déchets ménagers, Objectifs de Développement Durable) exerce la compétence collecte et traitement des déchets ménagers pour 98 communes réparties sur 6 communautés de communes représentant 89 305 habitants. Il gère 9 déchèteries, ouvertes aux particuliers et aux professionnels ainsi qu'une plateforme de déchets verts.

Afin de désaturer ses déchèteries, le SMETOM souhaite implanter plusieurs aires de dépose au sol des végétaux, appelées végétrie. Celles-ci permettent d'accueillir les déchets verts des particuliers et des professionnels, et libèrent ainsi de la place dans les déchèteries afin d'accueillir de nouvelles filières, notamment les filières à responsabilité élargie du producteur (REP).

Le présent projet concerne la création d'une végétrie sur un terrain proche de la déchèterie de Gouaix.

Les apports de déchets verts se feront directement au sol.

La végétrie sera d'une surface de 248 m² et permettra ainsi de massifier les transports avec l'utilisation de bennes de 90 m³ au lieu de bennes de 30 m³, ce qui permettra de réduire d'un tiers les rotations, améliorant ainsi le bilan carbone. Avec une hauteur maximale de déchets verts de 1,2 m, le volume maximal sera de 298 m³.

La Région apporte son soutien financier aux travaux permettant de réaliser la végétrie, zone d'apport de déchets complémentaire à la déchèterie de Gouaix (77).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de tri et de valorisation matière et organique des déchets ménagers.

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la visibilité du financement de la Région, notamment sur le panneau d'entrée de site, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés (quantités collectées), ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire – mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique - 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- GOUAIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement, voirie, réseaux, dalle et mur en béton	197 162,00	83,13%
Electricité et clôture	40 010,00	16,87%
Total	237 172,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	71 152,00	30,00%
Fonds propres	166 020,00	70,00%
Total	237 172,00	100,00%

DOSSIER N° EX094103 - Biodéchets - Renforcement du compostage de proximité individuel et collectif (93/94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	955 545,00 € HT	15,70 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYCTOM - AGENCE METROPOLITAINE
DES DECHETS MENAGERS
Adresse administrative : 86 RUE REGNAULT
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur CORENTIN DUPREY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Pour accélérer la réduction des ordures ménagères résiduelles à incinérer, le SYCTOM accompagne ses adhérents dans le développement du compostage de proximité et souhaite accroître le déploiement de celui-ci grâce à :

- la mise à disposition de matériel de compostage individuel et collectif et de supports de sensibilisation ;
- un accompagnement avec l'intervention de maîtres composteurs, la formation de relais locaux (citoyens et agents des collectivités) ;
- des analyses de compost ;
- une prestation d'évaluation des opérations.

Les communes ciblées dans cette opération sont celles de la partie Sud et Est du SYCTOM appartenant aux EPT suivants : Paris Terres d'Envol, Grand Paris Grand Est, Paris Est Marne & Bois, Grand Orly Seine Bièvre. La diversité du matériel proposé par le SYCTOM à ces territoires permettra à chaque habitant de ces territoires de pouvoir pratiquer le compostage chez lui ou à proximité, en pieds d'immeuble, dans des composteurs de quartier, des établissements (scolaires et autres) et des parcs publics.

Les objectifs pour ce secteur sont de détourner plus de 891 tonnes de biodéchets par an d'ici à fin 2026.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition du matériel de compostage de proximité soit 11 200 composteurs individuels dont 2 650 lombricomposteurs, 280 composteurs collectifs et plusieurs milliers d'équipements complémentaires (brasseurs ou aérateurs, broyeurs, tamis, grilles anti-rongeurs, etc.).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi des opérations de compostage de proximité sur son territoire associant les financeurs et les collectivités concernées ;
- assurer la visibilité du financement de la Région en apposant son logo sur le matériel et tout document de communication et en informant les foyers bénéficiaires du soutien apporté par la Région ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi (nombre de sites installés, quantités détournées estimées, destination du compost, nombre de foyers / habitants impliqués etc...) ainsi qu'un bilan annuel des opérations de compostage mises en œuvre ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure I - Agir pour le « zéro déchet » et lutter contre les gaspillages : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériels de compostage (composteurs individuels / lombricomposteurs / composteurs collectifs et matériels associés)	955 545,00	100,00%
Total	955 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	15,70%
ADEME (confirmé)	169 620,00	17,75%
Fonds propres	635 925,00	66,55%
Total	955 545,00	100,00%

DOSSIER N° EX094134 - Biodéchets : Déploiement du compostage et du tri des déchets sur 36 communes du sud Essonne et Seine-et-Marne (77/91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	434 775,00 € HT	30,00 %	130 432,00 €
	Montant total de la subvention		130 432,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIRTOM DU SUD FRANCILIEN
Adresse administrative : 59 GRANDE RUE
91490 MOIGNY SUR ECOLE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur PASCAL SIMONNOT, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour respecter les objectifs du PRPGD, il est nécessaire de démarrer le déploiement du compostage et du tri des déchets au plus vite.

Description :

Le SIRTOM du Sud Francilien est un syndicat de collecte des déchets situé au sud de l'Essonne. Il regroupe 36 communes rurales (26 communes en Essonne et 10 communes en Seine-et-Marne).

En 2016, le SIRTOM a déployé la tarification incitative (TEOMI) pour les foyers de son territoire. En parallèle, le syndicat s'est engagé dans un programme de prévention des déchets avec le renforcement du compostage de proximité compte-tenu des obligations pour les collectivités à compétence déchets d'offrir une solution de tri à la source des biodéchets à l'ensemble des usagers à partir du 1^{er} janvier 2024. Pour cela, le SIRTOM a initié dès 2016 une dotation de 1 356 composteurs individuels jusqu'en 2020 avec une dotation supplémentaire en 2023 de 775 composteurs pour les ménages volontaires.

Afin d'améliorer encore ses performances, le SIRTOM développe un projet selon 2 axes :

- généraliser une solution 100 % compostage pour ses habitants en distribuant 1 800 composteurs individuels pour faire face à l'évolution croissante de sa population sur son territoire (projets de construction de lotissements et d'aménagement de zones d'activités) ;
- améliorer ses taux de performance de collecte des emballages et prendre en compte l'évolution de sa population. Les investissements envisagés sont la remise à niveau et/ou la création de nouveaux points d'apport volontaire et l'acquisition de 2 100 bacs de collecte sélective et d'ordures ménagères résiduelles.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de composteurs, de bacs et de points d'apport volontaire pour les emballages et les ordures ménagères résiduelles.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'amélioration des performances de collecte sélective et de recyclage des emballages ménagers et assimilés.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi des opérations de compostage et des performances de collecte et recyclage des emballages sur son territoire ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et les équipements ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (nombre de bacs dotés, quantités collectées, gisement résiduel d'évitement, etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de composteurs	86 850,00	19,98%
Acquisition des Points d'Apports Volontaires	219 825,00	50,56%
Acquisition de bacs	128 100,00	29,46%
Total	434 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	130 432,00	30,00%
Fonds propres	304 343,00	70,00%
Total	434 775,00	100,00%

DOSSIER N° EX094132 - Tri/recyclage – Déploiement de la tarification incitative sur 4 communes de CA Versailles Grand Parc (78)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	269 268,00 € HT	30,00 %	80 780,00 €
Montant total de la subvention			80 780,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAVGP COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND
PARC
Adresse administrative : 6 AVENUE DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur FRANCOIS de MAZIERES, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 27 février 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La mise en place de la tarification incitative étant complexe, il est nécessaire de démarrer les nombreuses étapes de la procédure au plus vite.

Description :

La Communauté d'Agglomération Versailles Grand Parc (VGP), située dans les Yvelines (78), est composée de 18 communes soit 270 000 habitants. Elle exerce la compétence "collecte des déchets".

En 2019, Versailles Grand Parc a été accompagnée par une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en place de la tarification incitative (TI) dans 8 communes de son territoire (60 000 habitants concernés). Celle-ci est effective depuis 2022. Au vu des impacts positifs de la tarification incitative (réduction des Ordures Ménagères Résiduelles (OMr), optimisation des tournées, maîtrise des coûts du SPGD), pour les 8 premières communes, l'agglomération a décidé en 2023 d'étendre l'expérimentation sur son territoire.

Versailles Grand Parc souhaiterait étendre le périmètre de mise en place de la TI à 4 communes du territoire, représentant environ 16 000 habitants : Bailly, Bièvres, Buc et Toussus-le-Noble.

La mise en œuvre de l'extension de la tarification nécessite d'adapter le parc de bacs (ajustement de volume, puçage) et de point d'apports volontaires (mise en place de systèmes de contrôle d'accès) des 4 communes concernées.

Sur les 8 communes déjà concernées par la TI les quantités d'ordures ménagères produites ont diminué de 23 % entre 2021 et 2024 tandis qu'une augmentation de 17 % du flux emballages et papiers a été constatée.

Pour les 4 communes nouvellement concernées par la TI, Versailles Grand Parc s'est donc fixé comme objectif le passage d'un ratio moyen d'OMR collecté de 202,3 kg/hab.an en 2022 à un ratio de 173 kg/hab.an en 2027. Pour la collecte sélective l'objectif est de passer d'un ratio moyen de 47,8 kg/hab.an en 2022 à 53 kg/hab.an en 2027.

Plus globalement, VGP s'est fixé comme objectif une réduction de - 20 % des OMR d'ici fin 2027.

L'extension de la mise en place de la TI va permettre la création de 2 ETP supplémentaires.

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'achat et au retrofit de bacs pucés, du logiciel de pesée sur châssis, de badges et aux travaux d'adaptation des huit PAV (points d'apport volontaires).

Ce projet contribue à l'atteinte de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de couvrir en tarification incitative 1 800 000 franciliens en 2025.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les financeurs et les collectivités concernées ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : nombre de bacs distribués, foyers équipés, quantités collectées etc, ... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bacs pucés	229 718,00	85,31%
Retrofit de bacs existants	6 560,00	2,44%
Logiciel de "pesée sur châssis"	15 000,00	5,57%
Travaux d'adaptation de PAV	7 990,00	2,97%
Badges	10 000,00	3,71%
Total	269 268,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	80 780,00	30,00%
ADEME	47 000,00	17,45%
Fonds propres	141 488,00	52,55%
Total	269 268,00	100,00%

DOSSIER N° EX094373 - Tri/recyclage : Expérimentation d'une tarification incitative et renforcement du compostage des biodéchets pour 26 communes du Pays de Meaux (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	572 330,00 € HT	30,00 %	171 699,00 €
	Montant total de la subvention		171 699,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA DU PAYS DE MEAUX

Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
77100 MEAUX

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS COPE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux (CAPM), regroupant 26 communes pour un total de 111 250 habitants, exerce la compétence collecte des déchets ménagers.

Depuis plusieurs années, la CAPM étudie la mise en place de la tarification incitative ou TI. Dans ce cadre elle souhaite lancer la mise en place de la TI sur 8 communes représentant 12 800 habitants et 5 261 logements (13 % d'habitat collectif), avec un passage effectif prévu en 2028.

Du fait de la mise en place de la TI, les quantités d'Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) devraient diminuer et celles des papiers / emballages augmenter amenant la CAPM à revoir la dotation des bacs pour la collecte sélective des papiers / emballages.

Pour ce faire, la CAPM a prévu les investissements suivants pour adapter sa collecte des Ordures Ménagères Résiduelles :

- des bacs pucés de 140, 240 ou 340 litres pour les pavillons ;
- des bacs collectifs pucés pour l'habitat collectif dont les volumes seront adaptés à l'espace disponible dans les locaux dédiés.

Les professionnels et administrations seront équipés selon leurs besoins.

En amont, une étude pré-opérationnelle permettra d'ajuster pour chaque logement la dotation de bac (taille et le nombre de bacs). Sur ce territoire, un seul Point d'Apport Volontaire (PAV) sera adapté avec l'installation d'un système de contrôle des accès avec badges.

Dans le même temps, concernant le tri à la source des biodéchets, la CAPM souhaite amplifier ses actions en :

- réduisant les quantités de déchets verts (DV) à collecter : il s'agit de faire l'acquisition d'un broyeur professionnel pour proposer 2 types de services. D'une part, la mise en place de points de regroupement où les habitants pourront venir faire broyer leurs DV et repartir avec le broyat et d'autre part permettre la réservation par les particuliers d'un service de broyage à domicile facturé, de 2 heures maximum, avec une charte signée entre la CAPM et chacun des particuliers ;
- complétant le dispositif existant par un test sur 3 communes (Nanteuil les Meaux, Trilport et Meaux) de 2 composteurs grutables de 2,5 m³ et 10 composteurs de 700 litres : ces composteurs seront entretenus par les jardiniers du service espaces verts de la CAPM.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des équipements nécessaires à l'expérimentation de la mise en place de la TI et à l'étude pré-opérationnelle de dotation, ainsi qu'aux équipements dédiés à la gestion des biodéchets.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de réduction et de valorisation matière et organique des déchets ménagers, et de déploiement de la TI.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de suivi de l'expérimentation TI associant les partenaires techniques et financiers ;
- fournir les indicateurs de suivi des opérations de broyage de DV et de compostage collectif de proximité ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et les équipements (composteurs, broyeur...) ;
- participer aux travaux du PRPGD pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bacs et puces, adaptation PAV et badges	318 900,00	55,72%
Etude pré-opérationnelle dotation	160 700,00	28,08%
Broyeur déchets verts	35 830,00	6,26%
Composteurs	56 900,00	9,94%
Total	572 330,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	171 699,00	30,00%
ADEME prévisionnel	127 292,00	22,24%
Fonds propres	273 339,00	47,76%
Total	572 330,00	100,00%

DOSSIER N° EX094222 - Tri/recyclage : Etude de faisabilité pour l'instauration d'une tarification incitative pour la réduction et la valorisation des déchets sur 31 communes (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	34 200,00 € HT	40,00 %	13 680,00 €
Montant total de la subvention			13 680,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIETREM SYNDICAT MIXTE POUR L'ENLEVEMENT ET LE TRAITEMENT DES RESIDUS MENAGERS DE LA REGION DE LAGNY SUR MARNE

Adresse administrative : 3 RUE DU GRAND POMMERAYE
77400 SAINT THIBAUT DES VIGNES

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Monsieur CHRISTIAN ROBACHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le SIETREM doit lancer l'étude au plus tôt pour anticiper les décisions stratégiques et instaurer la tarification incitative sur son territoire en 2026.

Description :

Le SIETREM (Syndicat mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des RESidus Ménagers) collecte et traite les déchets ménagers de 29 communes de Seine-et-Marne et de 2 communes de Seine-Saint-Denis membres de l'Etablissement Public Territorial (EPT) N°9 Grand Paris Grand Est.

En Seine-et-Marne, 10 communes sont regroupées au sein de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne et 19 communes à la Communauté d'Agglomération Marne-et-Gondoire. Le territoire du SIETREM comporte 310 620 habitants.

Ce dernier souhaite réaliser une étude de faisabilité préalable à la mise en place d'une tarification incitative (TI) pour la gestion des déchets ménagers. Cette étude, confiée à un cabinet expert, visera à évaluer la pertinence, et les modalités techniques et économiques nécessaires pour la mise en place d'une TI à l'échelle des 31 communes membres du syndicat.

Cette étude pré-opérationnelle se déroulera de juillet 2025 à janvier 2026.

Il s'agit pour le SIETREM de sécuriser les conditions d'une éventuelle mise en œuvre dans un calendrier maîtrisé, en lien avec les échéances électorales de 2026.

Les objectifs de l'étude sont les suivants :

- apporter une connaissance fine de la situation actuelle du service public de gestion des déchets, afin d'identifier les leviers pertinents d'optimisation ;
- étudier les modalités techniques, économiques, réglementaires et sociales liées à la mise en œuvre d'une tarification incitative, et analyser leur faisabilité ;
- co-construire avec les élus et les services des communes membres des scénarios adaptés aux réalités du territoire, en tenant compte des spécificités d'habitat, de collecte et de financement ;
- objectiver les impacts attendus (financiers, environnementaux, organisationnels) et les investissements nécessaires pour éclairer la décision politique.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude de faisabilité pour une tarification incitative de la prévention et gestion des déchets sur les 31 communes du SIETREM de Lagny-sur-Marne.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de 100 % du territoire francilien engagés dans une étude de faisabilité en 2025 et de déploiement de la tarification incitative.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet, dont la Région ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et le rapport d'étude ;
- fournir à la Région les documents relatifs à cette étude (comptes-rendus de réunion, présentations, rapports intermédiaires et final) ;
- participer aux travaux du PRPGD pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV - Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 50 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 100 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de faisabilité	34 200,00	100,00%
Total	34 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	13 680,00	40,00%
ADEME (montant prévisionnel)	13 680,00	40,00%
Fonds propres	6 840,00	20,00%
Total	34 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX094135 - Tri/recyclage : Amélioration de la collecte sélective du verre et des emballages en apport volontaire sur 15 communes de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	722 664,00 € HT	25,00 %	180 666,00 €
	Montant total de la subvention		180 666,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE VALLEE YERRES ET DES SENARTS
Adresse administrative : ROUTE DU TREMBLAY
91480 VARENNES JARCY
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Guy GEOFFROY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 30 juin 2029

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour réduire les dépôts sauvages, il est nécessaire d'améliorer au plus vite la collecte des emballages sur le territoire du SIVOM en permettant à chaque foyer de disposer d'un point à moins de 500 mètres.

Description :

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la Vallée de l'Yerres et des Sénarts (SIVOM), qui compte 184 697 habitants, est un syndicat intercommunal, créé en 1960, dont la vocation principale est d'assurer la collecte et le traitement des déchets pour 15 communes, implantées sur les départements de l'Essonne, de la Seine-et-Marne et du Val-de-Marne.

Le SIVOM souhaite améliorer ses performances de tri des emballages et du verre en améliorant la collecte de proximité notamment pour le collectif. Le projet vise à :

- densifier le maillage des colonnes enterrées destinées à la collecte du verre sur l'ensemble du territoire. L'objectif est d'augmenter les performances de tri de 23 kg/hab/an à 30 kg/an/hab grâce à l'implantation de 32 nouvelles colonnes aériennes ou enterrées ;
- remplacer la collecte en porte à porte en bac par une collecte de proximité en colonne /enterrée dans les collectifs, notamment lors d'opérations de réhabilitation. L'objectif est d'augmenter les performances de tri de 47 kg/hab/an à 50 kg/an/hab grâce à l'implantation de 19 colonnes aériennes ou enterrées en remplacement des locaux vide-ordures ;
- rénover le parc obsolète : il s'agit de remplacer 85 colonnes enterrées / aériennes tout flux confondus.

Les indicateurs de quantités d'emballages et de verre collectées, triés et valorisés seront suivies pour mesurer l'impact du renforcement de la collecte de proximité sur l'amélioration des performances.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des colonnes aériennes et / ou enterrées pour la collecte des emballages et du verre.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'amélioration des performances de collecte sélective et de recyclage des emballages ménagers et assimilés.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi des opérations de collecte et recyclage des emballages sur son territoire ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et les équipements (colonnes) ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (quantités collectées, gisement résiduel, etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV. Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Retrofit de 85 colonnes enterrées / aériennes	569 424,00	78,80%
Acquisition de 64 colonnes enterrées / aériennes	153 240,00	21,20%
Total	722 664,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	180 666,00	25,00%
Fonds propres	541 998,00	75,00%
Total	722 664,00	100,00%

DOSSIER N° EX094260 - Tri/recyclage : Intégration de matériaux recyclés dans des câbles électriques à Montereau-Fault-Yonne (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	460 950,00 € HT	20,00 %	92 190,00 €
Montant total de la subvention			92 190,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SILEC CABLE

Adresse administrative : 511 RUE DE VARENNES PROLONGEE
77130 MONTEREAU FAULT YONNE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur FRANCK BARON, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 9 juin 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les délais de livraison des équipements étant de plusieurs mois, il est urgent de passer commande dès l'été 2025 pour adapter et optimiser les lignes de production à partir de 2026.

Description :

L'entreprise Silec Câble, société du groupe Prysmian (33 000 employés, 107 usines dans plus de 50 pays), située à Montereau-Fault-Yonne, fabrique 2 types de câbles électriques, enterrés et standards, allant de la basse tension à la très haute tension pour l'énergie et les télécommunications pour des liaisons souterraines et sous-marines. L'usine emploie 914 salariés et a produit, en 2023, 44 622 tonnes de câbles.

Silec Câble a le projet d'intégrer dans la fabrication de ses câbles une part de matériaux recyclés comprise entre 30 % à 50 % en utilisant du polyéthylène (PE) basse densité noir recyclé pour les gaines intérieures et extérieures de ses deux gammes de câbles. Le projet demande l'adaptation et optimisation des lignes de production pour intégrer les matériaux recyclés à grande échelle dans la fabrication des câbles.

Actuellement, les câbles contiennent 100 % de matières premières vierges en provenance de Catalogne. Dans un 1^{er} temps, le même site fournira le PE recyclé. Et dans un 2^{ème} temps, Silec Câble souhaite s'approvisionner en France ou en Île-de-France auprès de fournisseurs locaux capables de fournir du PE recyclé répondant à des critères de qualité et de performance, et avec une constance garantie de qualité et de volume. En effet, le PE recyclé présente souvent des variations de qualité et de performances qui ne permettent pas de respecter les cahiers des charges techniques très exigeants, en particulier pour les gaines extérieures des câbles pour le transport et la distribution d'électricité. Ces spécifications techniques élevées sont une particularité du marché français, rendant difficile l'intégration de matériaux recyclés.

A terme, près de 800 tonnes par an de matières premières vierges seront remplacées par de la matière recyclée.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition, l'installation et l'aménagement des équipements qui permettront le mélange des matières vierge et recyclée (extrudeuse, doseurs, système d'aspiration, automate...).

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expériences et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV. Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-FAULT-YONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Extrudeuse	125 050,00	27,13%
Automate	59 850,00	12,98%
Doseurs	97 650,00	21,18%
Station big-bag alimentation matière	63 000,00	13,67%
Installations électrique et d'aspiration	47 250,00	10,25%
Aménagements	68 150,00	14,78%
Total	460 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	92 190,00	20,00%
Fonds propres	368 760,00	80,00%
Total	460 950,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX095818 - Réemploi / Réparation – Création d'un atelier industriel de reconditionnement et réparation d'équipements électriques et électroniques à Paris 20ème (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	689 834,00 € TTC	20,00 %	137 967,00 €
Montant total de la subvention			137 967,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE PARIS

Adresse administrative : 10 RUE JULIEN LACROIX
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Larbi TOUAHIR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Envie Paris est une association spécialisée dans la réparation et le reconditionnement de DEEE (Déchets Équipements Électriques et Électroniques) créée conjointement par la Fédération Envie et Envie Trappes.

En juillet 2024, un sondage Opinion Way indique que 66 % des Français privilégient désormais le recours à des appareils électroménagers d'occasion ou reconditionnés plutôt que l'achat de neuf, afin de limiter leurs dépenses. Ce chiffre atteint 83 % chez les 18-24 ans. Dans le même temps, l'étude d'analyse du cycle de vie menée par Corpokarma démontre que le reconditionnement d'un lave-linge chez Envie émet 49 fois moins de CO₂ que la production d'un appareil neuf. Des résultats similaires ont été observés pour d'autres catégories (réfrigérateurs, cuisinières), confirmant l'intérêt environnemental fort du reconditionnement.

Dans ce contexte et pour répondre à ce besoin, ENVIE Paris souhaite créer au 56 Boulevard Davout (Paris 20^{ème}) un Atelier Urbain de réparation et de reconditionnement de plus de 500 m² pour les DEEE (notamment les Gros Équipements Ménagers (GEM)). Ce projet s'appuie sur un modèle industriel pensé pour maximiser le réemploi : il est basé sur une organisation industrielle et numérique du reconditionnement et de la réparation inspirée du Lean management, et ce, afin d'optimiser l'efficacité de la chaîne de production, par la mise en place des éléments suivants :

- des standards de production et de contrôle qualité ;
- une mécanisation ciblée de certaines tâches pour permettre aux réparateurs de se concentrer sur celles à plus forte valeur ajoutée (la machine ultra-son permettra par exemple d'automatiser le nettoyage des plaques de fours encrassés, habituellement très chronophage) ;
- des espaces de travail adaptés et ergonomiques pour les différentes étapes de production.

Les objectifs du projet sont les suivants :

- réemployer 2 500 équipements électroménagers par an et collecter plus de 250 tonnes de DEEE ;
- redistribuer plus de 600 000 euros de pouvoir d'achats aux ménages franciliens et allonger la durée de vie de 400 équipements / an via des réparations à domicile ;
- sensibiliser le public à l'allongement de la durée de vie de leur appareil (lors de la livraison des appareils ou l'achat en magasin).

L'atelier ouvrira ses portes en janvier 2026 et permettra de créer 15 emplois dont 12 en insertion.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et les équipements de l'atelier nécessaires au reconditionnement et à la réparation des DEEE.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région à l'entrée de l'atelier (vitrine, porte d'entrée, banque d'accueil), la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et les équipements, l'inviter à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération et à participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II – Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	517 500,00	75,02%
Mobilier, équipements et outils de production (bacs à ultrason, outils logistiques, ...)	172 334,00	24,98%
Total	689 834,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	137 967,00	20,00%
Ville de Paris	180 000,00	26,09%
Fonds propres	371 867,00	53,91%
Total	689 834,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX094131 - Réemploi/Réparation – Extension de l'atelier de Sneak'Coeurz pour la rénovation et pour le réemploi de baskets à Champs-sur-Marne (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	124 716,00 € TTC	30,00 %	37 414,00 €
Montant total de la subvention			37 414,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNEAK'COEURZ

Adresse administrative : 33 RUE DU BALLON
93160 NOISY LE GRAND

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur HOUARI HOUSSAINE-DAOUADJI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Sneak'coeurz (anciennement Les Pincés à linge) développe une solution de collecte, remise en état et redistribution de baskets de réemploi. Elle a créé un Atelier et Chantier d'Insertion qui emploie 14 salariés en insertion, et dont l'activité est spécialisée autour de la revalorisation de baskets.

Elle a ouvert une boutique solidaire de baskets et vêtements à Champs-sur-Marne avec le soutien de la Région et une boutique de baskets à Paris. En complément elle organise des ateliers de collecte et de rénovation de baskets et de sensibilisation au réemploi auprès de différentes collectivités, bailleurs sociaux et partenaires privés. Elle participe également en tenant un stand à différents événements sportifs.

Son atelier de reconditionnement actuel, mis à disposition par l'AFPA, est aujourd'hui saturé, ce qui freine la montée en charge du projet.

Ainsi l'association prévoit des travaux d'agrandissement de son local pour :

- doubler la surface d'exploitation de son atelier de production, passant de 400 à 800 m² ;
- créer un atelier dédié à la cordonnerie avec un espace technique comprenant les machines pour la réparation approfondie de baskets (machines à coudre le cuir, presse à semelles, etc.) ;
- aménager un espace dédié à la prise de vue, au référencement et à la gestion logistique des ventes en ligne.

Le projet d'extension vise à augmenter la capacité de traitement de 30 %, soit 13 500 paires reconditionnées par an, correspondant à 20 tonnes de déchets évités. L'ajout de l'atelier de cordonnerie permettra aussi d'améliorer le taux de valorisation des chaussures collectées, pour passer de 34 % à 45 %.

Enfin la création du canal e-commerce aura vocation à écouler 5 000 paires par an.

Ces nouvelles activités permettront de créer 4 nouveaux postes en insertion.

En outre, l'association continue à travailler à l'obtention d'une certification Qualiopi pour la formation de remise en état de baskets enseignée à ses salariés. Cette formation pourrait faire émerger un nouveau métier répondant à des besoins nouveaux et croissants. L'éco-organisme Refashion finance quant-à-lui l'équipement en machines de cordonnerie et une partie des formations associées.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'extension du local qui héberge l'atelier de rénovation des baskets.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (tonnage de baskets détournées de l'élimination, nombre de paires réparées, etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % maximum des autres dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement de l'atelier	124 716,00	100,00%
Total	124 716,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	37 414,00	30,00%
Fonds propres	87 302,00	70,00%
Total	124 716,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX094426 - Réemploi/réparation - plateforme innovante pour développer le réemploi dans les secteurs du cinéma et du spectacle vivant

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	330 000,00 € HT	15,00 %	49 500,00 €
Montant total de la subvention			49 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DESIGN INVERSE

Adresse administrative : 21 AVENUE JEAN MOULIN
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur BENOIT MAGNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 août 2025 - 30 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La mise en ligne de la plateforme prévue pour la rentrée de septembre 2025 nécessite un démarrage des investissements nécessaires à son développement au 1^{er} août 2025.

Description :

Le secteur culturel produit chaque année une quantité considérable de décors, accessoires et matériaux techniques souvent jetés après usage, faute de solutions logistiques et numériques adaptées pour leur réemploi.

Les ressourceries culturelles, bien que pionnières, peinent à absorber ces volumes, par manque de stockage, de visibilité de leurs inventaires et d'outils mutualisés. Dans le même temps, la demande des créateurs, architectes et décorateurs pour des matériaux de seconde main ne cesse de croître, tant pour des raisons économiques qu'écologiques. Il existe donc un décalage structurel entre l'offre et la demande, aggravé par l'absence de solution numérique centralisée.

Le projet Design Inversé a pour ambition de créer une plateforme numérique au service de la conception, la création et la distribution de produits de seconde main dans les secteurs du cinéma, du spectacle et de la création visuelle en favorisant leur réemploi, leur valorisation numérique et leur mise à disposition mutualisée.

La plateforme proposera les fonctions suivantes :

- un forum collaboratif de partage réservé aux professionnels du cinéma et du spectacle pour échanger et partager du matériel / équipements en fin d'événement ;
- une marketplace de location et vente pour les ressourceries et détenteur de stocks d'occasions pour permettre aux utilisateurs créateurs de concevoir, réserver et commander en ligne ;
- un assistant IA analyse les plans dessinés par le décorateur et facilite la création et conception d'après les matériaux et éléments d'occasion disponibles.

Cette plateforme sera complémentaire de l'Ecothèque, plateforme portée par les Augures, qui propose un portail collaboratif de connaissances, d'outils, de retours d'expériences sur les pratiques écoresponsables pour la culture.

Cette combinaison participe donc à la création d'un écosystème des acteurs culturels écoresponsables et renforce la mise en œuvre de l'écoscénographie en Île-de-France et au-delà, en alliant connaissance, pratiques et outils opérationnels.

Les objectifs du projet à 3 ans sont de permettre le réemploi de 150 tonnes / an de matériaux, d'avoir plus de 10 000 objets modélisés dans le catalogue 3D, de mobiliser entre 300 à 500 professionnels utilisateurs de la plateforme et d'avoir 50 structures partenaires référencées sur la marketplace.

La Région apporte son soutien financier à la création de la plateforme qui nécessite de mobiliser une assistance technique et des prestations d'ingénierie.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi : tonnages réemployés, nombre d'emplois créés, nombre de structures partenaires et nombre de professionnels utilisant la plateforme ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % maximum des autres dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Développement de la plateforme	300 000,00	90,91%
Expertise technique et graphique	30 000,00	9,09%
Total	330 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	49 500,00	15,00%
BPI "culture immersive et métavers"	80 000,00	24,24%
CNC	85 000,00	25,76%
Fonds propres, Prêt Honneur, Prêt bancaire, CA	115 500,00	35,00%
Total	330 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX094242 - Réemploi/Réparation : Création d'une ressourcerie à Nemours (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041581-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 200 000,00 € HT	11,36 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYND MIXTE POUR ENLEVEMENT
TRAITEMENT ORDURES MENAGERES
VALLEE DU LOING

Adresse administrative : ZA DU PORT
77140 SAINT-PIERRE-LES-NEMOURS

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique

Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMETOM (Syndicat Mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des Ordures Ménagères) de la Vallée du Loing exerce les compétences collecte et traitement des déchets ménagers pour 29 communes regroupées en 3 communautés de communes représentant 44 677 habitants.

A la suite de l'étude de faisabilité réalisée en 2022, le SMETOM souhaite créer une ressourcerie qui sera située à Nemours dans le quartier de la ZAC des Hauteurs du Loing, Chemin des Mazes. L'ouverture est programmée pour la fin de l'année 2026. Elle sera gérée par l'association « Au Grenier du Loing » avec laquelle le SMETOM établira une convention de partenariat.

Un bâtiment de 1 450 m² d'emprise au sol sera construit sur un terrain par 4 500 m².

Différents espaces seront aménagés dont :

- une zone de sensibilisation et de formation avec la cafétéria, des ateliers de peinture ; menuiserie, électromécanique, et jeux / textiles, une zone de stockage du matériel pédagogique ;
- un espace de valorisation avec des ateliers de réparation et de valorisation, de démantèlement ;
- un espace de collecte : quais de déchargement, espaces bennes et bac de tri, parking pour les véhicules de la ressourcerie, espace tri, contrôle, nettoyage et ventilation ;
- une zone des petits apports et boutique.

La création de cette ressourcerie permettra de créer à terme 16 emplois à temps plein salariés.

La Région apporte son soutien financier à la construction du bâtiment de la ressourcerie.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, à l'entrée du site et du bâtiment (vitrine, banque d'accueil, etc.) sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

La Région considère que le bénéficiaire exerce une activité à caractère purement local.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % maximum des autres dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Construction du bâtiment de la ressourcerie	2 200 000,00	100,00%
Total	2 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	11,36%
Fonds propres	1 950 000,00	88,64%
Total	2 200 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX094221 - Réemploi/Réparation - Création d'une ressourcerie à Ormesson-sur-Marne (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041481-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	54 260,00 € TTC	30,00 %	16 278,00 €
	Montant total de la subvention		16 278,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORMESSON SUR MARNE

Adresse administrative : 10 AV WLADIMIR D'ORMESSON
94490 ORMESSON SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Marie-Christine SEGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer les travaux début septembre dans le but de garantir l'ouverture de cet établissement d'ici la fin de l'année 2025, comme prévu dans la feuille de route de la collectivité.

Description :

Ormesson-sur-Marne est une commune du Val-de-Marne de 10 540 habitants et emploie 200 agents. Engagée sur le thème de la transition écologique, la commune entreprend des actions visant à sensibiliser sa population sur la thématique de l'économie circulaire. Dans ce contexte, un projet de ressourcerie a été intégré dans la feuille de route de la collectivité.

Cet équipement propose un espace de vente seconde main (vêtements, accessoires, décoration, petit mobilier, petit électroménager, etc.) et un espace « atelier » où seront proposés des ateliers autour de la revalorisation (réemploi, customisation, réparation, etc.). La ressourcerie sera installée dans un local municipal de 80m² qui nécessite des travaux d'adaptation (décloisonnement, réfection des espaces, mobiliers, etc.), qui sont financés par la commune.

A ce stade, il est difficile d'estimer le gisement d'objets et de matériaux qui feront l'objet d'un réemploi grâce à la création de cette ressourcerie, mais l'intérêt a été démontré puisque lors de la brocante du 18 mai 2025, la ville avait mis à disposition de la porteuse du projet un stand gratuit pour récupérer les invendus sous la forme de dons : plus de 50 cartons de textiles, livres, vaisselle, décoration et petits mobiliers ont ainsi été déposés.

A la suite de l'ouverture fin 2025, les axes de développement à impacts positifs du projet seront les suivants :

- l'implantation d'un Repair Café ;
- la livraison / collecte en mobilité douce au sein de la ville et des communes limitrophes ;
- la création d'un lien avec les entreprises proches afin de favoriser le recyclage du mobilier, des outils, etc.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement du local de la ressourcerie et aux équipements nécessaires et au stockage.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage et de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo à l'entrée du site (vitrine, banque d'accueil...) et sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : fréquentation de la ressourcerie, tonnages entrants, tonnages effectivement réemployés... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II - Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35 % maximum des autres dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- ORMESSON-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du local	50 351,60	92,80%
Equipements pour le rayonnage intérieur et le stockage	3 908,40	7,20%
Total	54 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 278,00	30,00%
Métropole du Grand Paris (Fonds Innover dans la ville) - en cours de demande	27 130,00	50,00%
Fonds propres	10 852,00	20,00%
Total	54 260,00	100,00%

DOSSIER N° 25003211 - Biodéchets : Programme d'accompagnement du déploiement du compostage de proximité en Île-de-France - 2025/2026

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7213-65748-172002-1700

Action : 17200203- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	136 000,00 € TTC	18,38 %	25 000,00 €
	Montant total de la subvention		25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU COMPOST CITOYEN ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD DU PORT
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marion Leblanc, Administratrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 25 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Réseau Compost Citoyen Île-de-France (RCC IDF) a été créé en septembre 2021 sous l'impulsion de la Région et de l'ADEME. C'est une association qui a pour mission de faciliter les échanges et développer la prévention et la gestion de proximité des biodéchets dite « PG-Prox » c'est-à-dire les dispositifs de compostage individuel ou collectif de quartier, dans des établissements, en pied d'immeuble.

Pour accélérer l'atteinte des objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale de l'Économie Circulaire (SREC), l'association souhaite poursuivre son accompagnement des collectivités dans la mise en place du tri à la source des biodéchets dans les territoires franciliens. Le compostage de proximité se renforce de façon massive actuellement en Île-de-France : l'année 2025-2026 sera une année charnière importante dans l'amplification de cette pratique.

Le programme d'actions 2025/2026 est le suivant :

- finaliser une grille d'analyse des territoires spécifiquement sur la gestion des biodéchets ;
- poursuivre le déploiement de la Démarche Qualité sur 7 nouveaux sites vitrines en 2025 et 7 en 2026 ;
- organiser des évènements destinés aux élus : outils de pilotage et de promotion de la gestion de proximité, partages de retours d'expériences ;
- développer les échanges de bonnes pratiques entre les techniciens des collectivités ; les bailleurs et les associations locales notamment sur les préconisations de matériels ;
- promouvoir le Compostage Autonome en Établissement (CAE) : organisation de visites de structures qui ont mis en place du CAE et autres initiatives ;
- déploiement d'outils d'appui et d'animation de réseaux de Guides Composteurs et faire connaître les dispositifs de formation ;
- poursuivre les actions de communication en direction des collectivités et du grand public : production et/ou diffusion de contenus mettant en valeur les métiers et savoirs ;
- mettre à jour un état des lieux annuel (observations).

La Région apporte son soutien financier au programme d'animation et d'accompagnement du compostage de proximité des biodéchets 2025/2026 porté par le RCC IDF.

Ce projet contribue à l'atteinte des objectifs régionaux de déploiement de la pratique du compostage de proximité sur le territoire francilien du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi du programme 2025/2026 avec au moins 3 réunions sur la durée du programme ;
- assurer la visibilité du financement de la Région en apposant son logo sur tout document de communication et en associant la Région à tous les événements organisés dans le cadre du programme ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi ainsi qu'un bilan annuel du programme 2025/2026 ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure VII : Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements « zéro déchet » et « circulaires » : 50 % maximum des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	81 000,00	59,56%
Prestations et petits matériels	55 000,00	40,44%
Total	136 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	25 000,00	18,38%
ADEME	65 294,00	48,01%
Fonds propres	45 706,00	33,61%
Total	136 000,00	100,00%

Annexe 2 : Fiches projets Île-de-France Propre

DOSSIER N° EX094217 - Tri sélectif/Collecte - Création d'une déchèterie-ressourcerie à Fontenay-sous-Bois (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	1 220 225,00 € HT	8,20 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EST MARNE ET BOIS

Adresse administrative : 14 RUE LOUIS TALAMONI
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE

Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple

Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 30 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité de démarrer les travaux durant l'été 2025 afin de les achever avant la fermeture de la déchèterie actuelle.

Description :

L'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois (PEMB) comptabilise 520 000 habitants et assure la gestion de quatre déchèteries. Il a notamment ouvert en novembre 2022 l'éco-site de Bonneuil-sur-Marne (94) qui comprend une déchèterie et une recyclerie et qui avait été soutenu par le dispositif Zéro déchet et économie circulaire.

La déchèterie actuelle de Fontenay-sous-Bois a vocation à fermer d'ici la fin de l'année 2025 puisque le site géothermique qui se situe juste à côté doit réaliser des travaux d'agrandissement et utiliser la parcelle de celle-ci qui est mise à disposition de la ville pour la gestion du site par le territoire.

Ainsi, l'EPT PEMB engage la création d'une nouvelle déchèterie-ressourcerie sur une parcelle mise à disposition provisoirement jusqu'à l'arrivée de la ligne 15 du Grand Paris Express (à minima jusqu'à fin 2031). L'EPT va commencer par la création de la déchèterie, qui doit être opérationnelle pour le mois d'octobre. Il poursuivra en 2026 par la mise en place de la ressourcerie.

L'estimation de la fréquentation annuelle de ce nouvel équipement est de 33 876 apporteurs et l'estimation du tonnage de déchets qui seront valorisés annuellement dans celui-ci s'élève à 2 732 tonnes (source déchèterie actuelle 2024) :

- tout-venant : 936 Tonnes ;
- gravats : 560 Tonnes ;
- déchets végétaux : 455 Tonnes ;
- carton : 93 Tonnes ;
- ferraille : 106 Tonnes ;
- bois : 399 Tonnes ;
- déchets Toxiques : 55 Tonnes ;
- DEEE : 112 Tonnes.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux d'aménagement de la déchèterie-ressourcerie à Fontenay-sous-Bois.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi des performances de tri et recyclage sur son territoire associant les financeurs et les collectivités concernées ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, notamment sur le panneau d'entrée de site de la déchèterie, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnages collectés, tonnages réemployés, ... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV – Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements Voirie et Réseaux Divers (VRD)	583 254,00	47,80%
Assainissement	636 971,00	52,20%
Total	1 220 225,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	8,20%
DSIL	525 955,00	43,10%
Fonds propres	594 270,00	48,70%
Total	1 220 225,00	100,00%

**DOSSIER N° EX094287 - Fonds propreté - Opération de lutte contre les dépôts sauvages -
Commune de Chilly-Mazarin (91)**

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	11 340,00 € HT	50,00 %	5 670,00 €
Montant total de la subvention			5 670,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHILLY-MAZARIN

Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
91380 CHILLY MAZARIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Rafika REZGUI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire d'installer les barrières au plus tôt pour limiter dès que possible de nouveaux dépôts sauvages.

Description :

La commune de Chilly-Mazarin (19 980 habitants) fait partie de la Communauté d'Agglomération de Paris-Saclay. Elle s'est engagée depuis de nombreuses années dans une lutte quotidienne contre les dépôts en apposant des panneaux signalétiques sur les points sensibles identifiés, en installant des plots bétonnés et en créant une brigade verte composée de deux agents municipaux assermentés à temps complet.

Les interventions de la brigade ont permis d'identifier des points particulièrement sensibles, situés à proximité des terres agricoles et pour lesquels des aménagements définitifs s'avèrent nécessaires.

En complément de ces actions, la commune a prévu d'installer des barrières fixes pour restreindre l'accès aux véhicules non autorisés.

La majorité de ces dépôts concerne des déchets dits de « chantier » composés de : gravats, fosses septiques, terre, plâtre, peintures...

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation de la barrière et des panneaux d'information sur l'interdiction de dépôts de déchets.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les mauvaises pratiques et les dépôts sauvages.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Fonds propreté : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- CHILLY-MAZARIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation de 52 barrières	11 340,00	100,00%
Total	11 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	5 670,00	50,00%
Fonds propres	5 670,00	50,00%
Total	11 340,00	100,00%

DOSSIER N° EX094241 - Fonds propreté : Projets territoriaux de prévention et de lutte contre les dépôts sauvages - Commune de Dampmart (77)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041481-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	1 742,00 € HT	79,97 %	1 393,00 €
Montant total de la subvention			1 393,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMPMART

Adresse administrative : 7 ALLEE DU CHATEAU
77400 DAMPMART

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur LAURENT DELPECH, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'installation de la barrière est requise au plus tôt pour limiter de nouveaux dépôts sauvages.

Description :

La commune de Dampmart (3 655 habitants) fait partie de la Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire qui met en œuvre, avec ses communes, depuis plusieurs années, des actions de lutte contre les dépôts sauvages soutenues par la Région.

La commune de Dampmart mène aussi en complémentarité, plusieurs actions :

- inspection régulière des chemins par les agents municipaux, complétée par la brigade rurale de la CA ;
- mise en place de panneaux d'information ;
- campagne de sensibilisation des habitants ;
- partenariats avec les associations locales pour organiser des journées de sensibilisation et de nettoyage ;
- convention avec la CA pour installer des pièges photographiques.

Pour aller plus loin, la commune a prévu d'installer une barrière sur un chemin rural pour restreindre l'accès aux véhicules non autorisés.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation de la barrière et des panneaux d'information sur l'interdiction de déposer des déchets.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les mauvaises pratiques et les dépôts sauvages.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Fonds propre : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- DAMPMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation d'une barrière et de ses panneaux d'information	1 742,00	100,00%
Total	1 742,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 393,00	79,97%
Fonds propres	349,00	20,03%
Total	1 742,00	100,00%

DOSSIER N° EX094316 - Fonds propreté – Acquisition de caméras pour prévenir et lutter contre les dépôts sauvages - Commune de Draveil (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041481-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	54 774,00 € HT	50,00 %	27 387,00 €
Montant total de la subvention			27 387,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRAVEIL
Adresse administrative : 97BIS BOULEVARD HENRI BARBUSSE
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Richard PRIVAT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire de mettre en place les caméras nomades au plus tôt pour limiter dès que possible, de nouveaux dépôts sauvages.

Description :

La commune de Draveil (30 000 habitants) fait partie de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine elle est confrontée depuis plusieurs années à des dépôts sauvages qui augmentent : 6 points noirs ont été identifiés sur le territoire.

Dans ce contexte, elle a mis en place des mesures de prévention et de sensibilisation qui doivent être renforcées.

Afin d'endiguer le phénomène avec une tolérance zéro la commune souhaite mettre en place un système de caméras nomades dotées d'un algorithme breveté. Ce dispositif permet de transmettre aux forces de l'ordre les prises de vues et de verbaliser sur les points stratégiques les plus touchés par les dépôts sauvages.

Une sensibilisation des habitants via une communication renforcée sur les sanctions encourues et l'importance de préserver l'espace public sera également mis en place.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des 2 caméras de vidéosurveillance pour lutter contre les dépôts sauvages.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propre : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de 2 caméras	54 774,00	100,00%
Total	54 774,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	27 387,00	50,00%
Fonds propres	27 387,00	50,00%
Total	54 774,00	100,00%

Annexe 3 : Fiche-projet Tête de Réseau

DOSSIER N° 25003232 - Construction circulaire - Animation régionale « Economie circulaire pour l'aménagement et la construction » en Île-de-France – 2025-2026

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Imputation budgétaire : 937-71-65748-171004-1700

Action : 17100402- Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	113 206,00 € TTC	26,50 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EKOPOLIS
Adresse administrative : URBAN LAB - 48 RUE RENE CLAIR
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Véronique PAPPE, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 septembre 2025 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Ekopolis est un pôle de ressources francilien pour l'aménagement et la construction durable, qui anime un réseau d'acteurs du bâtiment (architectes, bureaux d'étude, maitres d'ouvrage, maîtres d'œuvre...). Ekopolis a inscrit depuis 2021 la thématique de l'économie circulaire dans ses priorités en développant avec le soutien de l'ADEME, de la Région, de la DRIEAT et de la Métropole du Grand Paris un programme d'animation et d'accompagnement des acteurs franciliens de ce secteur.

Le bilan des actions réalisées depuis un an est le suivant :

- mise en ligne de 3 dossiers thématiques sur l'économie circulaire et nombreuses autres ressources ;
- réalisation d'un bootcamp estival à l'été 2024 (cycle de 3 visites à la découverte des plateformes physiques de stockage et de reconditionnement des produits, équipements et matériaux de réemploi) ;
- co-organisation et animation avec la Région d'un cycle d'événements « Economie circulaire et décarbonation » : un groupe de travail en présentiel en février 2025 (30 participants) et un webinaire « Réemploi et décarbonation : atteindre les seuils 2025 et anticiper les seuils 2028 de la RE2020 » (220 participants en ligne) ;
- animation d'une formation « Concevoir et piloter un projet intégrant une démarche de réemploi » (2 sessions de 15 à 20 participants, complètes) ;
- organisation d'un premier événement « Les dynamiques de réemploi dans les territoires ruraux et péri-urbains d'Île-de-France » en partenariat avec Valobat et la Région Île-de-France ;
- organisation de la troisième journée francilienne de l'économie circulaire dans le bâtiment et l'aménagement en septembre 2024 (plus de 300 participants en présentiel).

Afin de poursuivre l'accompagnement des acteurs, Ekopolis souhaite, avec ses partenaires (Région, ADEME, Métropole du Grand Paris et DRIEAT) mener les actions suivantes :

- organiser la quatrième journée régionale autour de la construction circulaire au second semestre 2025 ;

- poursuivre l'animation du groupe de travail sur le potentiel de réduction des émissions carbone via l'économie circulaire en proposant un prochain événement sur l'échelle de l'aménagement ;
- organiser un second événement sur le réemploi dans les territoires ruraux et péri-urbains en partenariat avec Valobat et la Région au second semestre 2025 ;
- organiser des visites de site pour mettre en valeur des opérations exemplaires financées par la Région ;
- produire et diffuser de nouveaux dossiers thématiques sur l'économie circulaire ;
- poursuivre l'animation de la formation « Concevoir et piloter un projet intégrant une démarche de réemploi ».

La Région apporte son soutien financier au programme annuel d'animation régionale « économie circulaire pour l'aménagement et la construction en Île-de-France ».

Ce projet s'inscrit dans la Stratégie régionale d'économie circulaire qui prévoit de soutenir l'accompagnement de la maîtrise d'ouvrage dans ses changements de pratiques.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place deux comités de pilotage et de suivi annuels réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région aux événements organisés dans le cadre du projet ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : nombre d'événements organisés, nombre d'acteurs sensibilisés et formés, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure VII « Accompagner les changements vers des modèles, pratiques et comportements zéro déchet et circulaires » : 50 % maximum des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animation du réseau (salaires) et frais généraux	105 206,00	92,93%
Frais de communication, organisation d'événements, accompagnement, etc.	8 000,00	7,07%
Total	113 206,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	26,50%
ADEME (obtenu)	30 000,00	26,50%
Métropole du Grand Paris (sollicité)	20 000,00	17,67%
DRIEAT (obtenu)	10 000,00	8,83%
Fonds propres	23 206,00	20,50%
Total	113 206,00	100,00%

Annexe 4 : Réaffectations

DOSSIER N° 25003864 - Réaffectation du solde de la Mission sur la commande publique circulaire du GIP Maximilien

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7213-657381-172002-1700

Action : 17200203- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	170 000,00 € HT	23,53 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €
	Montant de la réaffectation		530,97 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC
MAXIMILIEN
Adresse administrative : 2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Christel ROYER, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 novembre 2020 - 31 décembre 2021

Démarrage anticipé de projet : Non

À la suite d'une erreur matérielle, la demande de versement n'a pas pu être traitée dans le temps imparti. Il est donc proposé de réaffecter le solde de la subvention d'un montant de 530,97 €.

Description :

Initié en 2013 par la Région Île-de-France, Maximilien est le portail des marchés publics franciliens. Il fédère aujourd'hui plus de 300 membres de toutes tailles et de natures juridiques très différentes.

En parallèle, Maximilien anime également le réseau francilien des achats responsables. Sur le volet social, le GIP Maximilien a été désigné par l'État pour piloter au niveau régional une Mission d'Appui au développement des Clauses Sociales (MACS) depuis 2016.

La commande publique constitue l'un des principaux leviers de la transition écologique et vers l'économie circulaire. Dans le cadre de la préparation de la Stratégie Régionale pour l'Economie Circulaire approuvée le 24 septembre 2020, la Région Ile-de-France a monté un partenariat avec Maximilien pour que le GIP développe son action sur l'intégration des aspects environnementaux et d'économie circulaire dans toute la filière de la commande publique francilienne, à l'image de ce qu'il a fait pour les clauses sociales.

Cette nouvelle mission MACCE (Mission d'Appui au développement des Clauses Circulaires et Environnementales) a été préfigurée au sein du GIP au 1^{er} semestre 2020 avec l'aide d'une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Elle aura pour objectif de faire le lien entre les acheteurs publics franciliens et l'écosystème régional des

acteurs en entreprises pour développer les aspects d'économie circulaire et environnementaux dans la commande publique en Île-de-France : économie de la fonctionnalité, pratiques de réemploi, etc.

La MACCE sera pilotée par un chef de projet à recruter par le GIP. Celui-ci aura en charge l'animation du programme via ses différents volets :

- conception et diffusion d'outils ;
- accompagnement des acheteurs ;
- coordination régionale de l'écosystème ;
- gestion de projet ;
- communication.

La Région apporte son soutien financier aux dépenses de fonctionnement internes (chef de projet, appui internes dans le GIP) et aux besoins en développement externe, notamment pour la conception d'outils et la communication.

Ce projet est une mesure phare de la Stratégie Régionale pour l'Economie Circulaire et s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'assurer la transition vers l'économie circulaire.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

23,53 % maximum des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2020

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Conception et diffusion d'outils	47 900,00	28,18%
Accompagnement des acheteurs	56 100,00	33,00%
Coordination régionale de l'écosystème	15 100,00	8,88%
Gestion de projet	19 900,00	11,71%
Communication	31 000,00	18,24%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	19 485,00	11,46%
ADEME	55 515,00	32,66%
Métropole du Grand Paris	40 000,00	23,53%
DRIEE	15 000,00	8,82%
Région Ile-de-France	40 000,00	23,53%
Total	170 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23000020 – REAFFECTION DE LA SUBVENTION
Capitalisation et partage des retours d'expériences sur la filière biodéchets : livret technique et forum Île-de-France

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7213-65748-572002-1700

Action : 572002032- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	147 195,00 € TTC	13,59 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUSTER EAU MILIEUX SOLS

Adresse administrative : 2 AVENUE JEAN JAURES
94600 CHOISY LE ROI

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 25 janvier 2023 - 25 janvier 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

À la suite d'une erreur matérielle, la demande de versement n'a pas pu être traitée dans le temps imparti. Il est donc proposé de réaffecter un montant de 20 000 € de la subvention.

Description :

L'association Cluster Eau Milieux Sols Paris Île-de-France (ou Cluster EMS) a été créée en 2015 et a pour mission générale d'animer des filières économiques innovantes dans les domaines de la gestion de l'eau, des milieux et des sols urbains. Elle anime et développe depuis 2021 un réseau d'acteurs franciliens de la filière biodéchets grâce aux soutiens financiers de la Région et de l'ADEME. Ses travaux contribuent à l'accompagnement des acteurs de la filière en vue de respecter l'obligation de mise en place de solutions de tri à la source des biodéchets pour l'ensemble des producteurs (dont les ménages) au 31 décembre 2023. La filière a pour but de développer les dynamiques et synergies pour la gestion et valorisation de biodéchets sur le territoire francilien. En 2022, le Cluster a ainsi consolidé le réseau, mis en ligne d'une plateforme collaborative et créer une base ressources pour la filière biodéchets. Il a organisé tout au long de l'année différents événements avec les acteurs de la filière (et notamment les EPCI à compétence collecte et/ou traitement) : 3 ateliers et un forum.

Afin de poursuivre cette dynamique, le Cluster EMS sollicite le soutien de la Région pour poursuivre son action avec pour objectif la capitalisation de toutes les connaissances accumulées par le Cluster EMS et des retours d'expériences et expérimentations lancées par les collectivités. Cette action prendra la forme d'un livret technique. Ce livret a pour objectif de d'informer, de sensibiliser les collectivités et de leur permettre une meilleure prise de décisions et donc in fine une meilleure coordination concernant la gestion des biodéchets sur l'Île-de-France. Il est également prévu d'organiser un événement régional qui se voudra fédérateur de la filière biodéchets. Ce forum Biodéchets d'Île-de-France pourrait se tenir mi-2023.

La Région apporte son soutien financier à la capitalisation des connaissances, retours d'expériences et expérimentations, l'élaboration et la mise en forme d'un livret technique et l'organisation d'un évènement régional biodéchets.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif VII : accompagner les changements de modèles et pratiques pour le zéro déchet et l'économie circulaire : Plafond d'aide de 40 000 € / an.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : BIODIVERSITE, QUALITE DE L'AIR, ENERGIE ET ECONOMIE CIRCULAIRE/Economie circulaire et déchets

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Capitalisation et partage des connaissances et des retours d'expériences, réalisation d'un livret biodéchets et organisation d'un évènement régional	147 195,00	100,00%
Total	147 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	13,59%
ADEME (prévisionnel)	50 000,00	33,97%
Fonds propres	77 195,00	52,44%
Total	147 195,00	100,00%